Cause Commune express

Journal anarchiste www.causecommune.net

Contre les privatisations et les hausses de tarifs :

SEULE LA LUTTE PAIE !

On le sait maintenant, le budget déposé le 30 mars par le ministre Bachand introduit une foule de mesures toutes plus régressives les unes que les autres. Qu'on songe seulement à l'instauration de nouveaux frais en santé ou l'augmentation rapide de la taxe de vente (TVQ). Les riches s'en tireront assez bien, comme d'habitude. Rien dans ce budget ne remet en question leurs privilèges et leurs petites combines pour planquer leur fric à l'abri de l'impôt. Une fois de plus, c'est à nous qu'on exigera des sacrifices. Ça suffit!

Le pire est à venir

D'autres mesures, encore plus inquiétantes, sont annoncées dans ce budget et arriveront plus tard : facturation des soins de santé en fonction de l'utilisation, nouvelle hausse des frais de scolarité dès 2012, augmentation marquée des tarifs d'hydro-électricité à partir de 2014 (3,7% par année jusqu'en 2018). Nous ne sommes donc pas arrivé-e-s au bout du tunnel, d'autant plus que rien ne garantit que le gouvernement n'ajoutera pas d'autres hausses de tarifs à cette liste.

Ce budget sur mesure pour les grandes entreprises et la classe dominante, directement inspiré par l'idéologie néolibérale, annonce également des réductions majeures dans les services publics (coupures de 15,4 milliards $ en quatre ans). Pendant qu'on nous demande de nous serrer la ceinture et de payer davantage pour des services publics réduits, le gouvernement allège encore le fardeau fiscal des entreprises, une mesure qui coûtera 729 millions $ en 2010. Au terme de l'exercice budgétaire, l'effort demandé aux entreprises sera quatre fois moins important que celui exigé aux « contribuables ». Ainsi, les papetières et les alumineries, deux secteurs industriels particulièrement énergivores, seront épargnées des hausses de tarifs d'électricité projetées par le gouvernement. Et on continue de nous parler d'équité et de justice?

La crise du capitalisme sur le dos des classes populaires

En augmentant les tarifs et en introduisant au cours des prochaines années un soi-disant « ticket modérateur » dans le système de santé, le gouvernement libéral s'ajuste à la crise économique mondiale. Il tente de redresser le budget de l'État en pigeant d'abord dans nos poches. Évidemment, pas question de toucher aux avantages accordés aux riches. On connaît la chanson : si on taxe davantage les entreprises, elles vont déménager ailleurs. Comme salarié-e-s, nous sommes pris en otage par les rouages d'une économie où le Capital fait sa loi. L'État, en fidèle complice du privé, accompli la job de bras en rejetant sur le dos de la population le fardeau du déficit généré par la crise du système capitaliste.

Redistribuer la richesse, amorcer la riposte

Une fiscalité, même plus « progressive », ne règlera pas fondamentalement le partage inégal de la richesse dans notre société. Ultimement, pour régler définitivement ce problème, nous devrons reprendre la richesse que les patrons et les dirigeants nous ont volé. Il faut envisager les moyens de se libérer collectivement, une fois pour toute, de la domination capitaliste par la reprise en main de nos lieux de travail et l'autogestion des moyens de production. La véritable justice sociale ne peut se résumer à un crédit d'impôt, même « solidaire » : elle doit passer par l'égalité économique et sociale.

Dans l'immédiat, nous devons nous battre ensemble, au coude à coude, pour mettre en échec ce gouvernement. Nous pouvons faire reculer les libéraux, tout particulièrement au niveau des mesures annoncées à moyen terme. Il y a un ras-le-bol populaire contre ce gouvernement et ses magouilles. Mais pour y arriver, il faut un vaste mouvement, unitaire et combatif, prêt à engager le bras de fer avec l'État, comme ce fut le cas en 2003 (mouvement syndical) et en 2005 (mouvement étudiant). Il faut aussi apprendre de nos erreurs, notamment en ne laissant pas les directions syndicales mettre de côté les mots d'ordre et les initiatives plus radicales (notamment la perspective d'une grève générale). Ce n'est pas avec le dialogue et la concertation que nous arriverons à faire plier le gouvernement, mais par la création d'un rapport de force. En déposant ce budget, le gouvernement nous déclare la guerre. Depuis toujours, l'État a choisi son camp dans la lutte des classes. Il est temps de construire le nôtre.

La manifestation du 1[er] avril est un pas important dans cette direction, mais la mobilisation doit se poursuivre. Travailleurs, travailleuses, étudiantes, étudiants, retraité-e-s ou sans-emplois : nous sommes tous et toutes attaqué-e-s par ces politiques anti-sociales. Et c'est ensemble qu'il faut riposter.